



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 163 du 26 octobre 2018

Pays Nordiques

Compétitivité. Le dernier index de compétitivité (Global Competitiveness Index, GCI) publié par le World Economic Forum (WEF) classe la Suède en 9^{ème} position. Elle perd deux places mais se maintient en tête des pays nordiques juste devant le Danemark, qui clôt le top 10. Les Etats-Unis se classent premiers devant Singapour et l'Allemagne. Le WEF a modifié en partie sa méthodologie en accordant notamment un poids plus important au degré de numérisation de l'économie, critère favorable aux pays de la zone nordique. Selon le rapport, l'économie suédoise est revanche affectée négativement par le niveau de l'impôt sur les revenus du travail, la rigidité du marché du travail, le poids de l'administration et les infrastructures. Les autres pays nordiques sont également bien classés : la Finlande est 11^{ème}, la Norvège 16^{ème} et l'Islande 24^{ème} ; la France gagne deux places, à la 17^{ème} position.

2018 Global Competitiveness Index 4.0

Top 10 Economies Closest to the Competitiveness Frontier



Source: World Economic Forum, The Global Competitiveness Report 2018
*Ranking out of 140 Economies

Paielements en ligne. Selon le World Payments Report 2018, rédigé par Capgemini et BNP Paribas, la Suède est désormais le pays où les paiements numériques sont les plus courants. En 2017 les Suédois ont effectué en moyenne 461 transactions en ligne, soit plus que les Américains (459). Les Finlandais occupent la 4^{ème} place dans ce classement mondial et le Danemark le 6^{ème} rang. La forte utilisation de ces paiements en Suède tient à la fois à la qualité des infrastructures locales mais aussi à une culture collaborative entre les principaux établissements bancaires (bank-id, bankgiro). Le succès du mode de paiement Swish (paiements via le téléphone mobile, y-compris entre particuliers), utilisé par 6,3 millions de personnes, est également un facteur de succès pour la Suède. De manière générale, les FinTechs sont aujourd'hui un secteur en forte croissance avec des acteurs comme Klarna ou iZettle.

Retraite. Les régimes de retraite nordiques sont cette année encore bien placés dans l'étude du consultant Mercer et de l'Australian Centre for financial studies. Sur le podium derrière les Pays-Bas, on trouve le Danemark puis la Finlande. Le Danemark et les Pays-Bas se détachent des autres pays pour leurs excellents résultats. La Suède et la Norvège occupent, pour leur part, les 5^{ème} et 6^{ème} rangs. La force du régime danois repose sur le fait que ses actifs représentent 175% du PIB du pays. Selon le rapport, le Danemark pourrait encore améliorer son système de fonds de pension en augmentant le taux d'emploi des personnes âgées, et en faisant diminuer l'endettement des ménages au profit de l'épargne. Les atouts du régime suédois tiennent notamment au fait qu'il est financièrement soutenable sur le long terme et que la « retraite minimale garantie » pour ceux qui n'ont pas ou peu cotisé reste relativement élevée dans un contexte européen.

Danemark

Eurobaromètre. Selon le dernier sondage trimestriel publié par le Parlement européen, l'Union européenne a rarement été aussi plébiscitée par les citoyens européens, notamment les Danois. 75% d'entre eux sont positifs quant à l'adhésion à l'Union européenne (contre 62% de moyenne européenne, un record depuis 1989) et 77% voteraient pour que le Danemark reste dans l'UE si un référendum était organisé aujourd'hui (66 % de moyenne européenne). En revanche, 43% des Danois considèrent que l'UE « va dans la mauvaise direction » (50% de moyenne européenne), soit 8 points de plus qu'en avril 2018. Le changement climatique est la préoccupation la plus citée par les Danois (55%), devant le terrorisme (50%). 40% des Danois estiment que le Parlement européen devrait faire de l'immigration sa priorité. Enfin, 76% des Danois en âge de voter affirment qu'ils se rendront aux urnes lors des élections européennes du printemps prochain, le plus haut score parmi les pays membres (49% de moyenne européenne).

Brexit. Alors que les négociations du Brexit semblent bloquées, les différents acteurs publics et privés tentent d'anticiper les conséquences d'une absence d'accord sur le retrait (et, de facto, sur la relation future) du Royaume-Uni de l'Union européenne (prévu le 29 mars 2019). Le FMI a calculé que dans le cas d'un « no deal », impliquant un retour à la clause de la nation la plus favorisée (MFN) de l'OMC, le PIB et le taux d'emploi de l'UE à 27 seraient à long terme



respectivement impactés de 1,5% et de 0,7%. Le Danemark serait le 3^{ème} pays européen le plus touché par un « no deal » (après l'Irlande et les Pays-Bas), avec une perte de 1 point de PIB sur les prochaines années. Parmi les industriels danois, les plus inquiets sont les transporteurs de marchandises (retour immédiat des contrôles douaniers aux frontières, sans période de transition de 2 ans), les pêcheurs (40% des prises sont effectuées dans les eaux britanniques) ainsi que l'agro-alimentaire, qui pourrait perdre 4 600 emplois et 540 M€ de chiffre d'affaires.

Climat. Lancée à la Haye le 16 octobre dernier (et supervisée par Ban Ki-moon, ancien secrétaire général de l'ONU, Bill et Melinda Gates, initiateurs de la Fondation Gates, et Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale), la « Global Commission on Adaptation » a pour rôle d'élaborer des mesures permettant d'accélérer l'adaptation de la planète, en particulier des pays pauvres, au changement climatique. Le Danemark, aux côtés de pays comme la Chine ou l'Allemagne, s'est engagé à verser 37,25 MDKK (5,7 M€) sur deux ans. Dans un communiqué, Ulla Tørnæs, ministre danoise de la Coopération pour le développement s'est dite « fière que le Danemark fasse partie du cercle des pays qui sont les plus importants et les plus ambitieux dans le domaine du climat », mais a rappelé que « les connaissances, la technologie et le financement du secteur privé doivent jouer un rôle beaucoup plus important ».

Lutte anti-blanchiment. Suite à la transposition de la 4^{ème} directive européenne anti-blanchiment par une loi de juin 2017, 96% des entreprises danoises se sont conformées à la loi, qui permet notamment de faciliter le travail des autorités de police dans le cas d'enquêtes judiciaires. L'Autorité de régulation commerciale (Erhvervsstyrelsen) lance désormais un ultimatum aux 11 000 entreprises danoises ne respectant toujours pas la législation : elles disposent d'un délai de 4 semaines, après lequel elles seront mises en liquidation judiciaire.

Finlande

Chantiers navals. Le chantier naval Rauma Marine Constructions (sud-ouest du pays) et la compagnie de croisière Tallink ont signé une lettre d'intention pour la construction d'ici fin 2021 d'un ferry de 2 800 passagers, d'un coût total estimé à 250 M€. Une fois livré, le bateau serait affecté à la liaison entre Helsinki et Tallinn.

Conflit social. Les mouvements de grève devraient se poursuivre dans plusieurs secteurs de l'économie finlandaise, à la suite de la décision du gouvernement de maintenir son projet de loi visant à faciliter le licenciement individuel dans les entreprises de moins de 10 salariés. Le syndicat des salariés du secteur social (dont crèches municipales et cantines scolaires) a annoncé une grève de deux jours débutant le 22 octobre et qui pourrait concerner 10 000 employés. Le syndicat de l'industrie, Finnish Industrial Union, a quant à lui décrété une grève perlée s'étirant sur deux semaines, affectant les secteurs du bois-papier, des technologies et de la chimie. Ces grèves s'ajoutent aux mesures déjà prises par plusieurs autres syndicats interdisant les heures supplémentaires.

Batteries. Le groupe allemand de la chimie BASF a annoncé la construction à Harjavalta en Finlande d'une usine de production de matériaux de batterie destinée à servir le marché automobile européen. Attendu pour la fin 2020, ce site de production installé à proximité d'une raffinerie de nickel et de cobalt devrait permettre d'approvisionner près de 300 000 véhicules électriques par an.

Norvège

Inflation. L'inflation est restée stable en septembre, à 3,4% sur un an, soit un niveau supérieur aux attentes des économistes (3,2%) et de la Banque de Norvège (3,3%). Les prix à la consommation ont été tirés par l'électricité, les produits alimentaires et le carburant, d'après l'Institut norvégien de statistique (SSB). L'inflation sous-jacente (hors énergie et variations fiscales) est également stable, à 1,9%. La reprise économique en Norvège a conduit la Banque de Norvège à procéder en septembre à sa première hausse des taux depuis sept ans. Le taux directeur, désormais à 0,75%, devrait poursuivre sa remontée progressive en 2019, avec une nouvelle augmentation attendue en mars.

Excédent commercial. L'excédent commercial de la Norvège a plus que doublé en septembre grâce à la remontée continue du prix des hydrocarbures. Le prix du baril de pétrole Brent s'établissait à 76,61 USD (67,22 €) le 24 octobre. L'excédent s'élève à 21,1 Mds NOK (2,2 Mds€) contre 9,2 Mds de NOK (970 M€) il y a un an. Cela représente une baisse sensible de l'excédent par rapport à son niveau d'août 2018 (31,8 Mds NOK, soit 3,35 Mds€). La Norvège a vu ses ventes de pétrole augmenter de 51,5%, atteignant un record depuis le pic d'avril 2014. Les ventes de gaz naturel ont aussi progressé de 38,4%. Au total, les exportations de la Norvège ont augmenté de 28,1% sur un an en valeur et les importations de 0,3% seulement. Hors hydrocarbures et transport maritime, la balance commerciale accuse néanmoins un déficit de 25,1 Mds NOK (2,6 Mds€) en septembre et de 193,3 Mds NOK (20,4 Mds€) depuis le début de l'année.

Pêche en Mer de Barents. Les négociations annuelles russo-norvégiennes sur la pêche ont débouché sur un accord concernant les quotas de pêche en mer de Barents pour l'année 2019. Les stocks de morues étant solides cette année, le quota de pêche a été fixé à 725 000 tonnes, dont 330 000 tonnes pour la Norvège. Les autres espèces de poissons exploitées en mer de Barents sont l'aiglefin (quota total de 172 000 tonnes), le flétan (27 000 tonnes) et le sébaste (53 737 tonnes). Les deux pays ont également conclu un partenariat de recherche sur l'écosystème de la mer de Barents.

Taxes américaines sur l'acier et l'aluminium. La Norvège poursuit sa procédure contre les taxes américaines sur l'acier et l'aluminium. Les consultations entre la Norvège et les Etats-Unis, entamées en juin dernier dans le cadre de l'OMC, n'ayant pas permis de régler le différend, la Norvège a donc saisi à nouveau l'organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC le 18 octobre pour lui demander l'établissement d'un groupe spécial. Ce dernier est un organe indépendant composé de trois à cinq experts pour formuler des recommandations. L'ORD devrait examiner cette demande de la Norvège à la fin du mois. Les exportations totales d'acier et d'aluminium norvégiens s'élèvent à 36 Mds NOK (3,8 Mds€) mais le commerce en direction des Etats-Unis ne représente que 90 MNOK (9,5 M€), l'Europe constituant le marché principal pour l'acier et l'aluminium norvégien. Cette procédure s'inscrit ainsi plutôt dans un objectif de protection des règles du commerce international : avec une économie très ouverte sur l'international, l'éventuelle multiplication des droits de douanes additionnels représente une menace importante pour la Norvège.

Visite officielle en Chine. Le couple royal et une délégation de 310 personnes, composée de représentants politiques et de membres du secteur privé, se sont rendus en Chine pour la première visite officielle de la Norvège depuis 2010. Au total, 24 nouveaux accords bilatéraux et commerciaux ont été signés dans de nombreux domaines : numérisation du secteur de l'énergie, fabrication de meubles, industrie des voitures électriques, cinéma, sécurité alimentaire et nutrition, et coopération universitaire. En parallèle, la compagnie aérienne chinoise, Hainan Airlines, a annoncé qu'elle lancerait le premier vol direct entre la Chine et la Norvège (au grand désespoir de Norwegian, qui souhaitait faire de même mais n'a toujours pas obtenu le droit de survoler la Russie, les négociations entre les autorités des deux pays piétinant sur cette question), tandis que Marine Harvest a lancé sa nouvelle usine de saumon à Shanghai. Les négociations pour la signature d'un traité de libre-échange entre les deux pays se poursuivent, mais aucun objectif temporel pour leur conclusion n'a été annoncé.

APD. Lors du congrès de la Banque Mondiale à Bali, le ministre norvégien du Développement international, Nikolai Astrup, a signé un accord par lequel la Norvège s'engage à verser 450 MNOK (47,4 M€) sur 3 ans pour développer l'accès aux services fondamentaux en Somalie. Par ailleurs, la ministre des Affaires étrangères, Ine Eriksen Søreide, a annoncé que la Norvège verserait 30 MNOK supplémentaires (3,2 M€) pour l'aide humanitaire au Yémen.

Islande

Taux de change. La couronne islandaise (ISK) a enregistré une baisse de près de 11% depuis la fin du mois d'août par rapport aux principales devises étrangères. La Fédération islandaise du commerce signale qu'une hausse de l'inflation est donc probable. Lundi dernier, la banque centrale Islandaise est intervenue pour la deuxième fois en deux mois sur le marché des changes. Elle aurait acheté environ 1,2 Mds ISK (soit environ 8,7 M€), empêchant ainsi la couronne islandaise de chuter davantage.

Coopération sino-islandaise. L'Observatoire des aurores boréales sino-islandais a été officiellement inauguré le 22 octobre dernier par la ministre islandaise de l'Education et de la Science et l'ambassadeur de Chine en Islande. Étaient également présents l'ancien Président islandais Olafur Grimsson, le directeur de l'Institut polaire chinois et le Président du Centre islandais de recherche scientifique (Rannis). L'Observatoire est situé à Karholl, au Nord de l'Islande, à moins de 100 km du Cercle polaire. La construction de cet Observatoire, commencée en juin 2014, résulte d'un accord passé entre le Centre islandais de recherche scientifique (Rannis) et l'Institut de recherche polaire de Chine (PRIC). L'Observatoire a pour vocation d'étudier les changements climatiques et environnementaux et de faire progresser la recherche scientifique en Arctique dans les domaines tels que l'interaction solaire-terrestre, la météorologie spatiale, la climatologie, la glaciologie ou l'océanographie. L'ouverture de cet observatoire permet à la Chine de renforcer sa présence en Arctique par le biais de sa diplomatie scientifique.

Suède

Politique monétaire. La Riksbank a annoncé le 24 octobre dernier laisser son principal taux directeur (repo) inchangé à -0,5%. La banque centrale a également confirmé dans son communiqué que le taux devrait être relevé de 0,25 point lors d'une des réunions de politique monétaire à venir, en décembre ou en février prochain. Il s'agira alors de la première hausse des taux d'intérêt en Suède depuis 7 ans. Cette évolution s'explique par le fait que le niveau de l'inflation et les anticipations à court terme sont désormais proches de la cible de la banque centrale (2%). D'autre part, la banque a revu nettement à la baisse ses prévisions de croissance pour 2018 de 2,9% à 2,3%.

Agriculture. L'État suédois vient d'accorder un soutien financier pour compenser les pertes dues à la sécheresse estivale de 122 M€ aux agriculteurs, dont 40 M€ seront versés d'ici décembre 2018 pour aider les éleveurs laitiers, bovins et ovins à faire face à la hausse des coûts des fourrages. Plus de 13 000 éleveurs y sont éligibles. L'aide est accordée pour les exploitations de plus de 10 unités animales (i.e. 10 bovins de plus d'un an ou 67 ovins) et plafonnée à 15 000 euros par exploitation. 76 des 122 M€ seront disponibles en 2019 et 6 M€ sont alloués pour réduire les redevances des abattoirs en 2018 et 2019.

Economie solidaire. La municipalité de Stockholm a décidé d'interdire à l'application "Tiptapp" la collecte des encombrants. L'application propose des services de déménagement et de collecte des emballages recyclables entre



particuliers. Les utilisateurs postent une annonce avec une photo de l'objet à récolter, les indications de lieu et la rémunération envisagée et trouvent rapidement une personne prête à effectuer la tâche ; l'application se rémunère en prélevant une commission de 10%. Ce service, de plus en plus populaire auprès des Stockholmlois, a été dénoncé comme illégal dans la mesure où la collecte doit être uniquement organisée par la municipalité. La ville de Stockholm a par la suite précisé qu'elle envisageait de développer une application similaire afin de simplifier l'accès au service pour les administrés. Tiptapp va contester la décision d'interdiction et a d'ores-et-déjà annoncé être prêt à collaborer avec la mairie afin de pouvoir maintenir l'activité de la plateforme.

Innate Pharma. Le géant pharmaceutique suédo-britannique AstraZeneca entre au capital de la biotech française Innate Pharma, spécialisée dans l'immunothérapie anticancéreuse. Le coût de l'achat de 9,8% du laboratoire français a été de l'ordre de 63M€. Le rapprochement sera aussi la base d'une étroite collaboration entre les deux groupes pour le développement d'un portefeuille de médicaments en oncologie.

Santé. Ambea reprend l'activité de son concurrent Aleris, détenue par la famille Wallenberg, pour environ 260 M€ et devient ainsi le plus grand acteur privé du secteur de la santé en Scandinavie, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de plus de 1 Md€. Les filiales du nouveau groupe sont connues sous les noms de Vardaga, Nytida en Suède et de Heimta en Norvège. Ambea est coté à la bourse de Stockholm depuis mars 2017 et parmi les principaux actionnaires on trouve les deux entreprises de capital investissement KKR et Triton.

Sopra Steria. Le rachat du groupe TIC suédois Kentor par le groupe en 2017 de la part du norvégien Telecomputing a permis à Sopra Steria de devenir un acteur relativement important de la zone puisque Kentor est présent à Stockholm et Göteborg, mais aussi à St Pétersbourg, et compte au total 330 employés. Si l'on ajoute la structure historique de Sopra Steria, le nouvel ensemble ne compte pas loin de 400 employés rien qu'en Suède.

Ericsson. Les résultats du troisième trimestre pour Ericsson se révèlent bien meilleurs que prévus puisque le groupe fait un gain de 3 Mds SEK (290 M€) contre une perte de 3,7 Mds SEK (358 M€) l'année dernière pour la même période. Cette amélioration est notamment liée aux plans de restructuration opérés depuis la nomination du nouveau PDG, Börje Ekholm, en 2017 ainsi qu'aux importants contrats de 5G signés récemment aux Etats-Unis. Cependant, Ekholm s'est montré prudent dans son commentaire des résultats car la branche Digital Services affiche toujours des résultats négatifs. De plus, Ericsson doit faire face à des soupçons de corruption au Moyen-Orient et en Asie sur lesquels l'autorité financière américaine (SEC) enquête actuellement.

Volvo. Volvo Trucks a présenté de bons résultats pour le troisième trimestre, bien supérieurs à ce qui était attendu. Les ventes nettes s'élèvent à 92,3 Mds SEK (8,9 Mds€), soit 21% de mieux que l'année dernière. Ces résultats reposent avant tout sur la hausse des ventes de camions. Cependant, Volvo fait face à un défaut sur les pots catalytiques des camions qui se dégradent trop rapidement par rapport aux autres pièces, occasionnant des fuites de gaz. Ce problème va sans doute conduire à un rappel de certains véhicules engendrant des coûts importants pour Volvo. Le titre du groupe est ainsi à son plus bas niveau depuis avril 2017, malgré ses bons résultats commerciaux.

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques

Croissance 2018	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Croissance 2019	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,7	2,3	2,9	2,1	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,9	2,2	1,8	2,2	2,3	1,9	3,6	2,7
Institut stat./conj****	2,3	2,0	2,8	2,4	1,6	2,2	2,4	1,9	2,9	2,7
Commission*	1,8	1,9	2,5	2,3	1,7	2,0	2,6	2,0	3,1	2,9
FMI**	2,0	1,9	2,6	1,8	2,1	1,9	2,2	2,0	3,7	2,9
OCDE***	1,7	1,9	2,9	2,5	2,5	2,1	2,8	2,2	2,8	2,6
SEB	2,2	2,3	2,5	2,4	2,0	2,3	2,6	2,2	-	-
Nordea	1,8	1,7	3,0	2,5	2,4	2,4	2,5	1,9	-	-
Danske Bank	1,8	1,9	2,7	2,0	2,5	2,3	1,7	2,0	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2018)

** World Economic Outlook (octobre 2018)

*** Perspectives économiques (mai 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	1,0	1,0	-	-
Commission*	-0,1	0,0	-0,7	-0,2	4,9	4,9	0,8	0,9	0,4	0,6
FMI**	-0,7	-0,5	-0,9	-0,6	5,7	5,7	0,8	0,6	0,7	0,5
OCDE***	-0,5	-0,4	-0,8	-0,5	4,9	5,1	1,0	0,9	1,4	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	35,4	34,6	59,9	59,1	-	-	37,7	34,3	-	-
Commission*	33,6	32,3	60,4	59,6	33,3	32,0	38,0	35,5	41,2	38,4
FMI**	34,7	34,0	60,3	59,6	36,4	36,4	37,9	34,5	33,8	31,4

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
inflation (IPCH)*	0,8	1,4	1,4	1,7	2,2	2,3	1,9	1,7	2,3	2,9
cons. privée*	2,0	2,2	1,8	1,8	2,1	1,8	2,3	2,2	5,3	4,0
chômage (BIT)*	5,5	5,2	8,4	8,3	3,4	3,2	6,3	6,3	4,3	4,2

Source :

* *Prévisions de printemps (mai 2018)*

** *World Economic Outlook (avril 2018)*

*** *Perspectives économiques (mai 2018)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA , Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

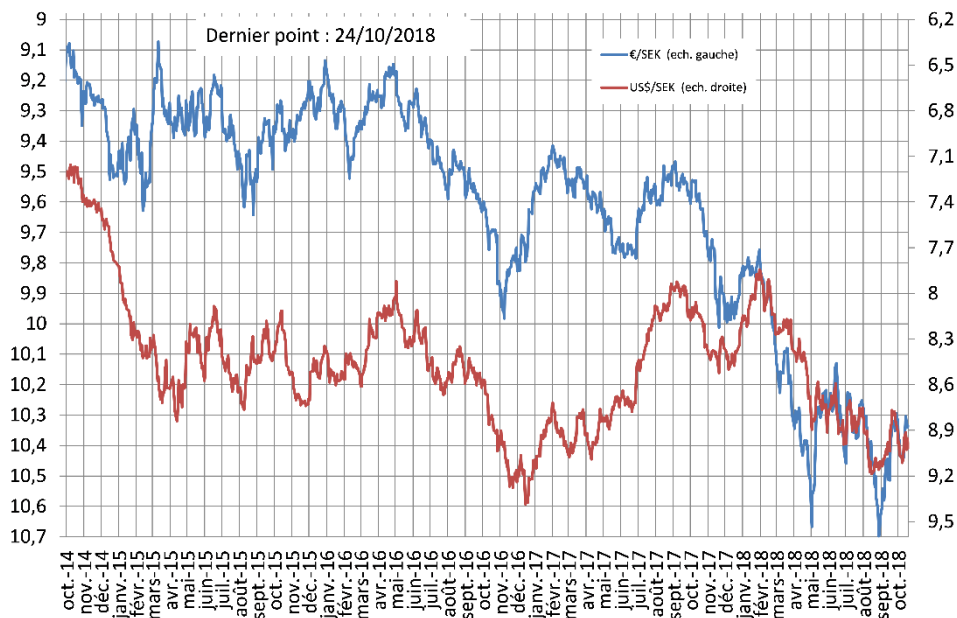
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

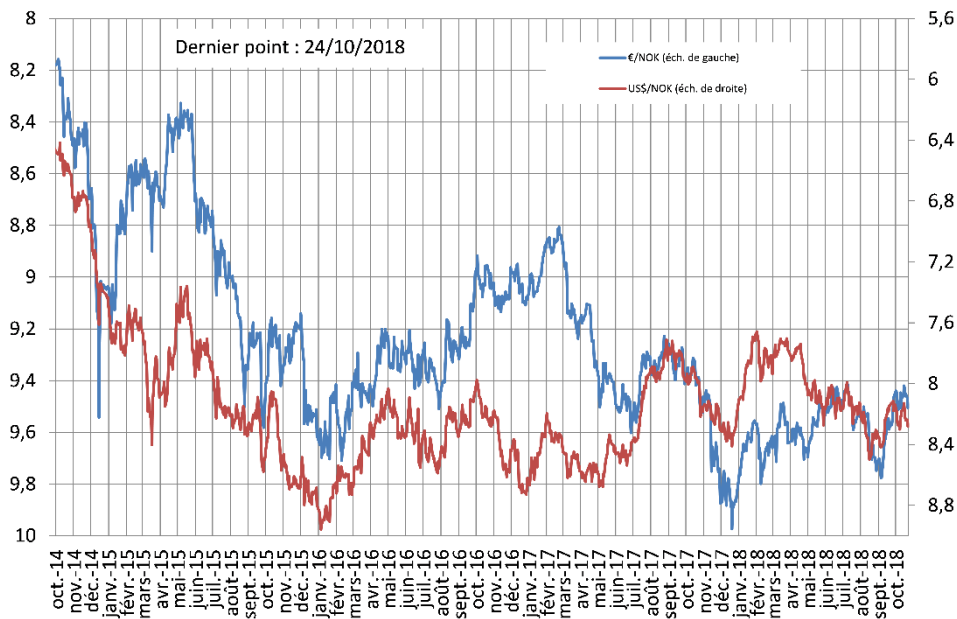


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J.-T. Pénet), Helsinki (P. Pouliquen, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, F. Caudron).